



**Robin Maillot**  
*Secrétaire départemental  
du SE-UNSA 22*

06 79 94 30 57



*Syndicat des enseignants de  
l'Unsa des Côtes d'Armor  
93 boulevard Édouard Prigent  
22 000 SAINT - BRIEUC*

Saint-Brieuc le 27 janvier 2026



**« L'éducation n'est pas un privilège, c'est un droit ; et c'est le devoir de la société de le garantir à tous. »**  
**Jean Jaurès**

à Mme la Députée

*Objet : Vœux 2026, point de situation et/ou alerte sur l'école publique costarmoricaine, demande d'audience*

Madame la Députée,

Voici nos vœux pour l'année 2026, nous vous les transmettons in extremis, peu de temps avant que le budget 2026 ne soit voté : **« 2026, une année où notre service public d'Éducation aura besoin des investissements nécessaires pour relever les défis qui sont les siens au profit des élèves, des usagers et des personnels. »**

Au vu de ce que nous ont transmis nos secrétaires nationaux qui étaient hier en CSA ministériel, c'est très mal parti. Le document prévisionnel de carte scolaire présenté par le ministre prévoit de très nombreuses fermetures de classes dans notre Académie (une centaine dans le 1er degré et près de 150 dans le 2nd degré). Cela pourrait annoncer une très forte vague de suppression de classes dans notre département, la plus forte depuis celle qui avait eu lieu à l'époque de Nicolas Sarkozy. Donner des moyens, c'est aussi ne pas fermer de classes ! Notamment pour favoriser la meilleure inclusion possible, qui est pourtant présentée comme une priorité !

Toutes ces fermetures sont envisagées en ne prenant en compte que le seul critère de la démographie, que nous ne nions pas. Cependant, on oublie la réalité inquiétante de nombre d'écoles, la ruralité de certains départements, l'inclusion présentée comme une priorité, le bilinguisme, les réseaux PAS (tout est à moyens constants, il faudra donc piocher sur ces moyens de carte scolaire).

Nous profitons donc de l'occasion pour vous apporter des éléments très concrets sur la situation des écoles publiques costarmoricaines. Ces éléments sont bien réels et devraient être pris en compte tant il y a urgence. Malheureusement, tout ceci a été minoré par notre hiérarchie locale et/ou nationale, depuis des années, malgré des données statistiques alarmantes que le Ministère connaît puisque certaines sont les siennes.

Nous faisons régulièrement, dans nos instances locales, académiques et en présence du préfet\*, des alertes précises sur la situation des écoles publiques costarmoricaines, où il y a de plus en plus d'élèves à forts troubles du comportement. [\\*CDEN du 20 novembre 2025](#)

Nous ne parlons pas d'enfants turbulents mais d'enfants qui vous insultent, vous tapent, vous mordent (les personnels ou les autres élèves), refusent tout et notamment d'aller en classe, font du bruit en permanence, quittent la classe ou l'école. Ces élèves sont soit des élèves dans une classe inadaptée à leurs besoins, soit des enfants très jeunes, hyperviolents. Dans un certain nombre de situations ces élèves sont en souffrance, tout comme leurs camarades et les adultes qui les encadrent. Notre crainte, répétée à de nombreuses reprises, est qu'il se passe quelque chose de grave : pour les élèves à besoins éducatifs particuliers, pour leurs camarades de classe ou pour les personnels de l'école, et nous n'oublions surtout pas les AESH en première ligne.

Certains professionnels subissent une violence quotidienne et c'est insupportable, nous ne savons pas comment ils font pour tenir, et, lorsqu'ils tiennent, c'est au détriment de leur santé, ce que pourraient constater des médecins du personnel, s'il y en avait...

Lors de l'audience avec la rectrice, Mme Insel, le 19 mai 2025 dernier, nous l'avons alertée de manière très simple en lui indiquant, comme nous l'avons dit à son prédécesseur, que les personnels de l'Académie veulent juste pouvoir faire classe, être respectés et protégés.

Nous avons dénoncé les mêmes conditions de travail pour lesquelles les personnels ne cessent d'alerter leur hiérarchie en rédigeant des fiches de santé et sécurité au travail. Et tout le monde n'en fait pas : leur rédaction prend du temps et est surtout impactante car on revit une deuxième fois ce que l'on vient de vivre. Leur principale préoccupation est celle de leurs élèves !

En cette fin de mois de janvier, 405 fiches ont été rédigées dans notre département, dont 79% concernent des violences verbales ou physiques émanant d'élèves (parfois très jeunes) et 10 % de mises en cause, parfois abruptes, de parents. Ces statistiques sont en augmentation, année après année.

Lors des instances récentes de bilans de la rentrée précédente, nous avons une nouvelle fois alerté sur ce sujet qui est en relation avec la très forte violence intra familiale malheureusement très importante dans notre département (l'un des départements de France où elle est la plus élevée). Cela a été confirmé par le Dasen, le préfet et le vice-président du Conseil départemental.

Voici un exemple, parmi d'autres, de ces fiches SST, de ces alertes officielles faites par les personnels, que nous avons présenté lors de notre récente audience au rectorat, sur l'école pour tous. Nous avons choisi une fiche rédigée par une AESH dont l'alerte résume celles qui sont saisies chaque jour, et donc ce que vivent un certain nombre de personnels. Nos alertes sont on ne peut plus concrètes !

« J'écris pour un élève coutumier de crises de colère qui ce matin-là était, une fois encore, en mode provocation. Déchirant sa feuille et celles de ses camarades, les transformant en boulettes, les mettant dans le sac de la maîtresse, tout en nous narguant. Ensuite, il a lancé toutes sortes d'objets

sur les adultes (l'autre AESH présente, l'enseignante et moi-même) puis il a essayé de lancer une chaise sur l'une d'entre nous et il s'en est pris à l'extincteur. J'ai dû lui enlever des mains un couteau et une paire de ciseaux car il voulait découper tout ce qui lui passait sous les yeux.

Après s'en être pris au mur en placo, il a dirigé ses coups de pieds vers nous. Je ne compte même plus les insultes et les doigts d'honneur dont il nous a gratifiées. Nous étions à 3 pour l'empêcher de se sauver de la classe... Il nous a tellement cherchées que j'ai fini par craquer, j'en ai pleuré. Je suis à bout, idem pour l'enseignante. Nous ne pouvons plus travailler dans ces conditions, je pars le matin en me demandant ce qu'il va encore se passer dans la matinée... »

Cette fiche a été écrite par une AESH, ils n'en écrivent pas souvent, n'osant pas ou culpabilisant. Ces personnels que nous n'oublions pas, très importants mais payés avec un salaire de misère, pas ou très peu formés, sont en première ligne et subissent violence verbale et physique. A l'heure actuelle, il n'y a plus de crédit pour en recruter, donc on va détricoter des organisations pour gérer la pénurie, et enlever quelques heures par-ci par-là pour donner quelques heures à de nouveaux élèves notifiés. Ou alors les élèves n'auront pas le droit à l'accompagnement alors qu'ils en ont eu la notification.

Voici, parmi d'autres, des éléments que je tenais à vous transmettre en ce début d'année. Je me tiens à votre disposition pour tout entretien ou complément d'information entre le vote du budget et la carte scolaire, dont les échéances sont fixées après les municipales. Et notamment la dimension humaine de toutes ces fermetures, derrière lesquelles il y a un personnel, parfois investi depuis plusieurs années dans une école, un établissement... Sans parler des mutations, déjà très difficiles sur notre territoire, qui deviendront quasi impossibles dans certains secteurs géographiques.

Afin de vous apporter encore plus de concret, je vous propose d'être accompagné par un ou une directrice d'école qui pourrait vous décrire ce qui se passe au quotidien dans une école de votre circonscription.

Je vous prie de recevoir, Madame la Députée, mes salutations respectueuses.

Robin Maillot

Secrétaire Départemental du SE-UNSA 22

*Dernière minute : hier, les représentants du Se-UNSA, face au ministre, ont exigé de changer de cap avant qu'il ne soit réellement trop tard ! Chaque année qui passe sans l'once d'une amélioration est un frein majeur à un retour à une situation plus favorable. Une réalité qui ne nous a pas empêchés, au SE-Unsa, de rappeler au ministre le travail toujours en suspens sur la revalorisation des rémunérations ! [Rentrée 2026 ou la résultante d'une politique éducative à rebours de tout !](#)*